

N°839

16 Juin 2021  
Notre courriel :  
ufc@cgt-fapt.fr

## L'ADN de la CGT

Le 12 juin dernier, 150 rassemblements et manifestations ont été organisés dans tout le pays, à l'appel de 120 syndicats, partis politiques, associations, médias et collectifs, pour les libertés et contre les idées d'extrême droite. La CGT y était pleinement partie prenante.

« Ici nous sommes la République, ici nous portons les valeurs de liberté, d'égalité, de fraternité ! ». Cette formule a été reprise, nombre de fois, au sein du cortège parisien.

Cela signifie que des millions de personnes aspirent à autre chose que la tribune des militaires aux relents putschistes, les différentes lois liberticides, la vidéo d'appel au meurtre du you-tubeur Papacito ou la chasse aux « islamo-gauchistes » des derniers mois. Le climat n'en est pas moins inquiétant.

Les idées d'extrême sont banalisées, elles sont au centre du débat, et les mots et les valeurs sont complètement inversés. Ce sont les antiracistes, les gens de gauche, qui sont placés hors champ de la République. Il y a besoin de porter plus fort les questions économiques et sociales et de ne pas se laisser entraîner sur le terrain, de la sécurité, qui ne correspond pas aux premières exigences des citoyens.

La première préoccupation des français est celle du chômage. La lutte contre le racisme est un enjeu syndical et c'est au travail que se construit la cohésion sociale. Il faut rassembler tous les salariés pour se donner les moyens de gagner de nouveaux droits, dont l'emploi, et les faire appliquer, de la même façon, pour tous. La construction de batailles collectives est aussi un enjeu pour gagner contre le racisme et les idées d'extrême droite.



FLASH  
CADRES



FLASH  
CADRES

### Branche Poste

#### L'éthique en question

« Stop accident » ou l'art de créer, avec une idée qui peut paraître bonne, de vraies catastrophes. Comment peut-on demander à un agent de se signaler immédiatement en cas d'accident pour une continuité de service et en oublier l'essentiel, sa santé.

Lors du signalement le manager de proximité doit se référer au dit process et rapidement poser la question « es-tu en capacité de continuer ta tournée ? » et là s'il y a un oui, la continuité est mise en place. Le manager se retrouve à faire travailler un agent qui vient d'avoir un accident.

Le manager n'est pas médecin et pourtant on lui fait porter cette responsabilité, l'accidenté lui n'est peut-être pas en état d'avoir la plus juste analyse de sa situation....

La CGT demande l'arrêt immédiat du dit process sous cette forme. Face à ce process qui bouscule notre éthique, soyons vigilants !

#### Reconnaitre les qualifications !

La valse des réorganisations continue dans les négociations de l'accord Assistants sociaux. Malgré de multiples interpellations et demandes de modifications, La Poste souhaiterait le mettre en œuvre dès juillet. Ainsi, au prétexte de la diminution des déplacements, les secteurs des assistants sociaux se verraient remaniés avec l'intégration d'un effectif plus important de personnels.

À la clef, peut-être, moins de kilomètres mais beaucoup plus d'agents à suivre sur différents métiers. Cela va nuire à la qualité des aides aux différents personnels mais aussi complexifier la tâche des AS. Et toujours pas de reconnaissance des savoirs ni de perspective d'évolution de carrière !

L'Union Fédérale des Cadres de la CGT-FAPT organise et est le porte-voix des revendications des Assistants sociaux.

### Branche Télécoms

#### Les dégâts de la privatisation

Le 2 Juin dernier, un incident majeur lié au dysfonctionnement d'équipements appelés call-servers impactant fortement les numéros d'urgence a entraîné des conséquences dramatiques. La CGT, solidaire avec les victimes, constate que cette situation suit une recrudescence d'incidents plus localisés sur le territoire.

Et ce n'est pas un hasard mais la conséquence d'une politique industrielle d'Orange menaçant la maîtrise des réseaux suite au plan Engage 2025. Les causes sont identifiées : sous-investissement dans les réseaux, politique de l'emploi et transfert massif d'activités à la sous-traitance.

La CGT conteste les conséquences de la privatisation et de la politique d'Orange de distribution de dividendes (25 Milliard en 10 ans) soutenue par l'état. Le secteur des télécoms doit redevenir un service public avec un réseau sécurisé pour la sécurité de tous !

#### Bleu...Nuages en vue...

12 ans après l'échec de Cloudwatt, Orange annonce une offre nouvelle de Cloud souverain via Bleu, filiale créée avec Cap Gemini et Microsoft comme partenaire technologique exclusif... ! Quelle indépendance de la structure, quelle répartition de la valeur entre les différents acteurs ? Quelle transparence des codes sources (risque de backdoor - porte dérobée) ? Quelle dépendance vs. Microsoft sur la gestion des plateformes ?

Après avoir ouvert ses portes au Cloud et à l'IA de Google, Orange déroule le tapis rouge à Microsoft : pour la CGT, ce projet teinté de naïveté (cf. les récentes affaires d'espionnage de Mme Merkel et de M. Hollande par la NSA) marque un peu plus l'emprise des GAFAM sur notre écosystème numérique.

Fédération des Activités Postales et de Télécommunications **CGT**

Union Fédérale des Cadres

263, rue de Paris - Case 545 - 93515 Montreuil Cedex - Tél : 01 48 18 54 30 - Fax : 01 48 59 25 22

Courriel : ufc@cgt-fapt.fr - Pages UFC Retrouvez-nous sur notre site : <http://www.cgt-fapt.fr> espace Cadres

## Échos

### La CGT interpelle les parlementaires

La CGT a adressé un courrier aux Présidents de groupes de l'Assemblée Nationale en raison de la situation industrielle préoccupante de la France. Alors que le plan de relance prévoit des milliards d'euros consacrés à la relocalisation, des entreprises qui en bénéficieraient suppriment des emplois. Au mépris de l'intérêt général, de grands groupes continuent à délocaliser et vont jusqu'à refuser qu'un repreneur continue à faire vivre l'entreprise afin de ne pas avoir de concurrent sur le marché.

La CGT a des propositions pour alimenter un texte de loi qui devrait obliger à céder une entreprise quand il y a un repreneur et souhaite, par des exemples concrets et le vécu des salariés, contribuer à amener des éléments pour construire une proposition de loi qui pourrait être déposée avec le soutien des salariés.

## Santé

### Les Psy mobilisés !

La crise sanitaire a mis à jour les maux de notre société et, entre autres, l'importance des psychologues. Or, depuis plusieurs mois émane du Gouvernement une succession de réglementations qui, sous-couvert de préoccupation humaniste pour la santé mentale de nos concitoyens, dénigre les psychologues et menace leurs pratiques et leur indépendance. L'accumulation de ces propositions suscite colère et opposition de la part de la grande majorité des organisations représentatives des psychologues et des enseignants-chercheurs en psychologie qui soulignent leurs effets néfastes pour la profession comme pour les usagers. C'est pourquoi les psychologues étaient en grève et dans la rue, le 10 juin dernier, à l'appel de près de 35 organisations, dont la CGT, pour exiger d'être enfin entendus !

### Gratuité des Parkings !

De plus en plus d'hôpitaux pratiquent le principe du parking payant. L'argument est toujours le même, il faudrait dissuader les automobilistes des alentours de rester en stationnement durant des heures.

Or, l'hôpital est un lieu public et les usagers ne sont pas là par convenance mais par nécessité. Pour faire face à l'hostilité des usagers et des personnels soignants, des plages horaires gratuites de 2 ou 3 heures sont proposées aux usagers et des pass gratuits distribués aux soignants.

De fait, les parkings payants des hôpitaux sont devenus des machines à cash très lucratives avec un minimum d'investissement. La CGT a décidé, dans le cadre de la défense des services publics, d'engager une campagne pour conserver la gratuité des parkings des hôpitaux.

## International

### Répression en Iran

Face à la croissance du mouvement revendicatif unitaire des travailleurs en Iran, le régime islamique fait monter d'un cran la répression des militants ouvriers et de leurs défenseurs. L'augmentation des arrestations d'activistes ouvriers sous des prétextes fallacieux, ainsi que l'extension des pressions sur les citoyens les soutenant, marquent un nouveau pas dans la répression du mouvement social rampant.

Le régime iranien doit respecter les Conventions internationales qu'il a ratifiées, notamment celles sur la liberté d'association, de manifestation, de grève et de négociation collective. Toutes les condamnations et mesures injustes doivent être annulées qu'ils soient ouvriers, défenseurs syndicaux ou avocats.

Avec La CGT, les organisations syndicales CFDT, FSU, Solidaires et UNSA demandent la libération immédiate de Mahmoud Salehi et Osman Esmaili.

Rejoignez l'Union Fédérale des Cadres CGT sur son site [www.cgt-fapt.fr](http://www.cgt-fapt.fr) espace Cadres

## Échos

### Cascade de plans sociaux

Le cycle des saisons est immuable, comme le deviennent les plans sociaux à La Voix du Nord...

En janvier 2017, la direction avait annoncé un plan social conduisant à la sortie d'un quart des effectifs.

Le PDG vient d'annoncer aux élus qu'un nouveau plan social serait mis en discussion à compter du mois de septembre pour produire ses effets en janvier 2022.

Une date pas si innocente que cela puisqu'elle correspond à l'expiration du périmètre sauvegardé de la rédaction (310 journalistes), et inclus à la demande des syndicats, dans l'accord de réorganisation.

La rédaction dans son ensemble (journalistes, assistantes...) est concernée par ce nouveau plan.

Ce plan ne verrait le jour que si une convention collective était signée.

## Luttes

### Stop aux régressions

L'intersyndicale CGT, FSU Territoriale, SUD CT a appelé à une journée d'actions pour les services publics le 15 juin dernier. Alors que les Agents territoriaux ont montré leur engagement dans un contexte sanitaire et social dégradé, le gouvernement continue d'appliquer sa politique régressive issue de la loi de Transformation de la Fonction Publique.

Les Agents refusent l'augmentation du temps de travail, les atteintes au droit de grève, la précarisation, l'externalisation, la suppression des CHSCT, la réduction des prérogatives des CAP... Et bien sûr, les 10 ans de quasi-gel du point d'indice. Pour un service public à la hauteur des attentes des citoyens, il y a urgence à revaloriser les salaires, à recruter à la hauteur des besoins en priorisant la titularisation de tous les précaires et à maintenir les accords sur la durée du travail.

### Même combat !

Privatisation des services, ouverture à la concurrence, éclatement des entreprises publiques, casse des conditions sociales sans aucune amélioration du service rendu à la collectivité, voici le fil rouge du gouvernement dans la poursuite de ses projets « HERCULE » chez EDF ou « PACTE FERROVIAIRE » à la SNCF.

Eclater le réseau de la SNCF, livrer les infrastructures aux Régions pour les concéder plus tard à toutes sortes d'opérateurs, introduire en bourse la partie la plus rentable d'EDF, préparer la cession des barrages électriques, autant de réponses du « gentil gouvernement » aux sirènes de la finance. Les cheminots et électriciens d'EDF n'acceptent pas la spoliation du bien public et la remise en cause de l'égalité de traitement des citoyens.

Tous avec eux 22 juin Place de la République à Paris !

## Égalité

### Pas en notre nom !

Depuis 2015, l'Union européenne durcit ses politiques frontalières rendant la migration d'autant plus criminalisée.

L'Espace Schengen renforce un arsenal répressif à l'égard des personnes contraintes à l'exil. Cette situation ne fait que développer les économies mafieuses dans lesquelles s'articulent toutes formes de violence faites aux exilé·e·s.

Ces politiques de criminalisation de la mobilité pèsent particulièrement sur les femmes qui représentent 54% des migrant·e·s en Europe.

Il est grand temps de déployer nos forces pour rendre visible ce qui ne l'est pas. C'est ce que propose le collectif « Toutes aux frontières », une action féministe européenne pour une Europe sans muraille et dont le 1<sup>er</sup> rendez-vous s'est tenu à Nice le 5 juin dernier.

La CGT est partie prenante de ce collectif.